

VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord : Une course contre la montre pour atteindre les objectifs de 2025

Avec seulement 9 % de la population mondiale (748 millions de personnes), l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord porte un fardeau disproportionné dans la lutte contre le VIH/SIDA. Selon le nouveau rapport mondial sur le SIDA publié le 23 Juillet dernier, en 2023, cette région a enregistré des statistiques alarmantes:

- 13 % de toutes les personnes vivant avec le VIH (5,2 millions)*
- 15 % de toutes les nouvelles infections à VIH*
- 20 % de tous les décès dus au sida (130 000)*



La région est loin de réaliser les objectifs fixés pour 2025 en matière de nouvelles infections et de décès liés au sida. En 2023, on comptait 196 000 nouvelles infections à VIH et 130 000 décès dus au sida, portant le nombre total de personnes vivant avec le VIH à 5,2 millions. Comparé à 2010, la tendance montre une augmentation des infections dans certaines parties du monde, notamment en Europe de l'Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique latine. Cependant, des baisses significatives ont été observées en Asie-Pacifique, en Europe occidentale et centrale, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne.

Disparités régionales et préoccupations

Bien que les nouvelles infections à VIH diminuent globalement en Afrique subsaharienne, cette baisse n'est pas uniforme. La diminution de l'utilisation des préservatifs chez les adolescents et les jeunes adultes, particulièrement dans les pays à forte prévalence du VIH, est préoccupante. Les messages de prévention ne semblent pas avoir l'impact escompté sur

cette tranche d'âge, malgré l'importance des préservatifs pour prévenir le VIH, les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses non désirées.

Des efforts insuffisants

Pour combler les lacunes dans la cascade de soins, un traitement plus précoce et une meilleure rétention sont nécessaires. Actuellement, seulement 48 % des enfants vivant avec le VIH ont une charge virale supprimée. Le concept « Indétectable = Intransmissible » (U=U) n'est pas suffisamment compris par les décideurs politiques, les professionnels de santé et les personnes vivant avec le VIH, bien qu'il soit une avancée majeure dans la lutte contre le virus.

Les nouvelles infections par le VIH chez les enfants restent une problématique majeure. L'Afrique occidentale et centrale représente plus de 41 % des nouvelles infections verticales, tandis que l'Afrique orientale et australe en compte environ 43 %. Les programmes de prévention doivent s'assurer que les femmes reçoivent un traitement pendant la grossesse et l'allaitement.

Lutte contre la stigmatisation et la discrimination

Les progrès en matière de discrimination sont lents. Seuls trois pays (Eswatini, Rwanda et Argentine) sont proches de l'objectif concernant les attitudes discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH. Les obstacles aux soins, tels que la stigmatisation et la discrimination, doivent être levés pour améliorer l'accès aux services de santé. Environ 13 % des personnes vivant avec le VIH ont signalé des discriminations en cherchant des soins liés au VIH, et 25 % ont vécu des expériences similaires pour d'autres soins de santé. Un tiers des personnes confrontées à la stigmatisation ont interrompu ou arrêté leur traitement.

Besoins non satisfaits en contraception et ressources

financières

Les besoins en contraception moderne restent élevés, surtout en Afrique subsaharienne, où près de 47 % des femmes adultes et 53 % des adolescentes (15-19 ans) n'ont pas accès à des méthodes modernes. Les financements pour la prévention du VIH et les programmes de soutien sont insuffisants. En 2023, entre 1,8 et 2,4 milliards USD étaient disponibles pour les programmes de prévention primaire, alors que 9,5 milliards seront nécessaires en 2025. Les dépenses pour les interventions en faveur des populations clés restent faibles, représentant en moyenne seulement 2,6 % des dépenses totales en matière de VIH.

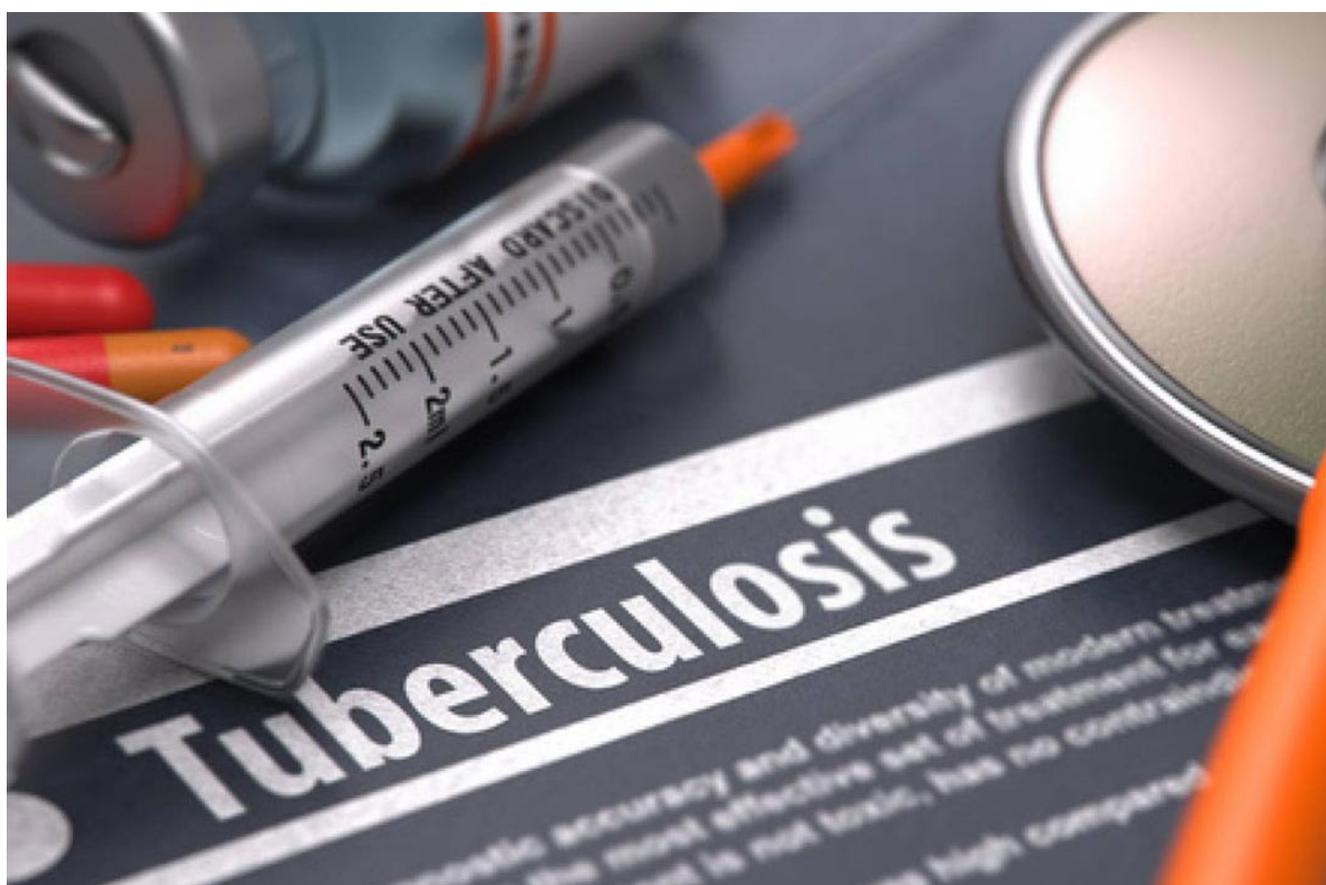
Les dirigeants et les décideurs politiques doivent agir urgemment pour garantir l'accès aux services de traitement et de prévention. Respecter les droits de l'homme, abolir les lois injustes et lutter contre la discrimination sont essentiels pour une réponse efficace au VIH. Les financements doivent être augmentés pour atteindre les objectifs de 2025 et assurer une réponse durable au VIH, intégrée aux services sociaux et de santé, avec les communautés et les droits au centre.

La lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord est à un tournant critique. Les efforts doivent être intensifiés pour combler les lacunes existantes, améliorer les programmes de prévention et de traitement, et assurer une réponse équitable et durable. Les investissements aujourd'hui détermineront l'atteinte des objectifs de 2025 et la viabilité des décennies futures.

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre la Tuberculose : Un nouveau vaccin en phase d'essai renait l'espoir

En mars 2024, les premières doses d'un nouveau vaccin contre la tuberculose ont été administrées à Johannesburg en Afrique du Sud, marquant une avancée révolutionnaire dans la lutte contre cette maladie meurtrière.



« S'il marche, ce vaccin pourrait complètement changer la donne en matière de prévention de la tuberculose », déclare la professeure Lee Fairlie de l'institut de recherche Wits RHI, co-investigatrice principale de l'étude clinique menée en Afrique du Sud avec le professeur Willem Hanekom de l'Africa Health Research Institute. L'étude vise à évaluer l'efficacité du vaccin candidat M72/AS01E chez les adolescents et les adultes de moins de 45 ans.

Une étude de grande envergure

Cet essai de phase 3 inclura 20 000 participants volontaires de sept pays : 50 à 60 % seront recrutés en Afrique du Sud, les autres en Zambie, au Malawi, au Mozambique, au Kenya, en Indonésie et au Vietnam. La tuberculose représente un lourd fardeau pour la santé mondiale, étant la deuxième cause de mortalité infectieuse après la COVID-19 en 2022, avec plus de décès que le VIH/sida.

« La tuberculose frappe chaque année environ 280 000 personnes en Afrique du Sud et 10,6 millions dans le monde, avec 1,3 million de décès », explique la professeure Fairlie. « Il s'agit d'un problème majeur, en particulier pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. »

Limites du vaccin actuel

Actuellement, le seul vaccin disponible pour la prévention de la tuberculose est le BCG, administré à la naissance dans certains pays. Bien que le BCG offre une bonne protection contre la tuberculose chez les jeunes enfants, il a ses limites. « Le BCG protège les jeunes enfants, en particulier ceux de moins de cinq ans, mais ne protège pas beaucoup au-delà de la petite enfance », explique la professeure Fairlie.

Prévenir la tuberculose latente

Le nouveau vaccin vise à empêcher la tuberculose latente de se transformer en tuberculose maladie, mais pas à empêcher l'infection initiale. Environ un quart de la population mondiale est infectée par le bacille de Koch, mais la majorité réussit à contrôler l'infection sans développer la maladie. Cependant, sous l'effet de facteurs tels que le VIH, la malnutrition ou le diabète, l'infection peut se réactiver et devenir symptomatique et contagieuse.

Des résultats prometteurs

Une première étude a montré une réduction de 50 % des cas de tuberculose pulmonaire chez les sujets présentant des signes de tuberculose latente et vaccinés avec le vaccin M72/AS01E. Les chercheurs espèrent que l'essai en cours confirmera ces résultats prometteurs.

Suivi rigoureux et objectifs de l'étude

Les participants à l'essai recevront soit un placebo, soit le vaccin, l'attribution se faisant au hasard et en « double aveugle ». Le vaccin ou le placebo sera administré en deux doses, le premier jour et le 29^e jour de l'étude, avec un suivi rigoureux des événements indésirables et des symptômes de la tuberculose. L'objectif principal de l'étude sera atteint lorsque 110 participants développeront la tuberculose, une analyse prévue pour durer au moins quatre ans.

Un impact global potentiel

La professeure Fairlie est très enthousiaste quant au potentiel de ce vaccin candidat. « C'est une perspective formidable de pouvoir disposer d'un excellent moyen de prévenir la tuberculose sans l'obligation de prendre un traitement ou de se rendre régulièrement dans un centre de santé », affirme-t-elle. « Un vaccin efficace pourrait transformer radicalement la prévention de la tuberculose, améliorant la santé publique et les conditions socio-économiques des populations affectées. »

Avec ces essais en cours, l'espoir renaît pour des millions de personnes dans le monde entier, alors que la lutte contre la tuberculose entre dans une nouvelle ère.

Megan Valère SOSSOU

Climate Clock Bénin : les jeunes béninois donnent de la voix pour l'énergie renouvelable à la Climate Emergency Day 2024

Le 20 juillet 2024, l'amphithéâtre Fakambi de l'université d'Abomey-Calavi a accueilli plus d'une cinquantaine de jeunes passionnés pour la Climate Emergency Day 2024, organisée par Climate Clock Bénin. De 13h à 18h, l'événement a rassemblé des participants, des partenaires et des invités, tous animés par une réflexion profonde sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».



En lançant officiellement la conférence, Crispus Dandaho, membre de l'équipe de Climate Clock Bénin, a souhaité la

bienvenue aux participants rappelant la nécessité d'échanger pour trouver des solutions à la crise climatique. Son intervention a été suivie de celle de Issiba Koba, représentante du Directeur Général pour l'Environnement et le Climat. Son exposé a mis en lumière les besoins et priorités du Bénin en matière d'énergies renouvelables. Issiba Koba a souligné l'importance des divers instruments politiques pouvant servir de cadre aux actions environnementales des jeunes. Elle a également mis en avant les nombreux mécanismes de financement disponibles pour soutenir les initiatives vertes portées par les jeunes.

Un panel de discussion, composé principalement de jeunes leaders d'organisations et d'associations œuvrant pour la justice climatique a servi de cadre pour les échanges sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».

Ghislain Mahouton, adjoint responsable du bureau d'organisation, a apporté des précisions importantes sur l'impact des énergies fossiles. « D'après les Nations-Unis, les énergies fossiles représentent 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des émissions de dioxyde de carbone qui retiennent la chaleur du soleil », a-t-il informé. Il a ajouté : « Il est temps d'arrêter les énergies fossiles et de financer notre avenir. »

Pour illustrer cette transition, l'équipe de Climate Clock propose des solutions concrètes telles qu'une transition juste vers 100% d'énergies renouvelables, le financement du climat, la protection des terres indigènes, l'atteinte de la parité de genre, et le désinvestissement des énergies fossiles.

Cette journée mémorable a été clôturée par une marche pour la justice climatique qui a rassemblé de nombreux jeunes, renforçant leur engagement pour la cause. Cette mobilisation des jeunes béninois lors de Climate Emergency Day 2024 montre une détermination sans faille à faire entendre leur voix pour la justice climatique.

Gestion de l'Aire Marine de Donaten: RAMPAO dote Nature Tropicale ONG de matériels et équipements pour sauver les espèces menacées au Bénin

Le vendredi 19 juillet 2024, le Centre d'Éducation Environnementale et du Développement Durable (CEEDD) de Tokplégbé, connu sous le nom de Village des Tortues Marines, a abrité une cérémonie particulière de remise de matériels et équipements essentiels à Nature Tropicale ONG. Une cérémonie présidée par Dr. Ir. Ogoudje Isidore AMAHOUE, Coordinateur Technique Régional de RAMPAO. Un acte qui marque une grande avancée dans les efforts pour protéger les espèces marines menacées au Bénin.



Dotation en matériels et équipements

Le projet, financé par le FFEM et orchestré par RAMPA0 pour l'année 2024, vise à renforcer les capacités des communautés locales et à assurer un suivi bioécologique rigoureux des écosystèmes marins et côtiers. Ce projet, intitulé « Renforcement des capacités des communautés locales et suivi bioécologique des écosystèmes marins et côtiers pour la gestion durable de l'Aire Marine Protégée de Donaten au Bénin », est prévu pour s'étendre de mars à octobre 2024.

Une Cérémonie Chargée d'Emotion et d'Espoir

La cérémonie, empreinte de solennité, a vu la participation de nombreux acteurs clés. Les écogardes, les agents assermentés de l'État, dont la Brigade de Protection du Littoral et de Lutte anti-Pollution (BPLP), la Brigade de Protection des Écosystèmes Marins et Côtiers (BPEMC) et la Police Fluviale, ainsi que les femmes partenaires du centre, ont tous répondu présents. Le Dr. Ir. Isidore AMAHOUE a officiellement remis les équipements comprenant 10 téléphones portables Android, une moto performante pour les patrouilles, 5 gilets de

sauvetage et 10 imperméables à Nature Tropicale ONG.

Ces équipements sont destinés à améliorer les opérations de suivi et de surveillance au sein de l'Aire Marine Protégée (AMP) de Donaten. Ils joueront un rôle vital dans la collecte des données, la documentation et la protection des espèces menacées.

Des Efforts Conjointes pour une Protection Durable

Les jours à venir verront l'organisation de missions de suivi bioécologique conjointes. Ces missions mobiliseront les écogardes, la BPLP, la BPEMC et la Police Fluviale dans une synergie sans précédent pour une protection efficace et durable de l'AMP de Donaten.

Le soutien de RAMPAO ne s'arrête pas là. En collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF), RAMPAO appuie le Gouvernement du Bénin dans l'étude diagnostique de l'AMP de Donaten. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'élaboration d'un plan d'aménagement et de gestion de cette aire marine, essentielle pour la sauvegarde des écosystèmes marins et côtiers du Bénin.

Cette cérémonie marque un tournant dans les efforts de conservation au Bénin, symbolisant l'engagement continu de RAMPAO et de Nature Tropicale ONG pour un avenir où les espèces marines menacées pourront prospérer dans un environnement protégé et durable.

Megan Valère SOSSOU

Autonomisation de la femme : Des avancées notables grâce à ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le mercredi 17 juillet 2024, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire sur le thème : « Autonomisation de la femme : enjeux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette session virtuelle a permis de réunir une cinquantaine de journalistes, formés par Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes.



Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes

Mme Mvondo a souligné l'importance de l'autonomisation de la femme, un objectif clé des ODD à l'horizon 2030. Elle a

détaillé comment ce vaste sujet englobe divers aspects incluant l'accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux de base, à l'emploi, et même des postes gouvernementaux spécifiques aux questions féminines. « *Quand on parle de l'autonomisation de la femme, on parle de développement* », a-t-elle affirmé, illustrant l'impact profond de l'éducation sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que sur le développement national.

Stratégies et avancées

Mme Mvondo a également abordé les avancées réalisées malgré les pesanteurs sociales persistantes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Grâce à l'apport des différents acteurs sociaux, y compris les médias, ONU Femmes a réussi à induire des changements de mentalité significatifs.

En matière de stratégies pour atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD 2030), ONU Femmes se concentre sur plusieurs thématiques. Celles-ci incluent la représentation des femmes dans les instances de prise de décision, l'entrepreneuriat féminin avec des appuis financiers, et la promotion de la masculinité positive. Pour mettre en œuvre ces stratégies, l'organisme collabore étroitement avec la société civile et les décideurs politiques. Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, elle a mis en avant le partenariat entre ONU Femmes et l'UNFPA à travers le programme Mousko. Un programme qui a visé la promotion de l'accès des femmes aux méthodes contraceptives et à l'interruption sécurisée de la grossesse lorsque la loi le permet. « *Nous travaillons à plusieurs niveaux : établir un cadre normatif favorable, renforcer la qualité des services hospitaliers et sensibiliser les communautés pour changer les mentalités* » a-t-elle indiqué.

Focus sur l'autonomisation financière

L'autonomisation financière des femmes est une priorité pour

ONU Femmes, qui investit dans l'entrepreneuriat féminin et facilite l'accès aux ressources financières. « Les femmes ont moins d'opportunités que les hommes d'accéder à des institutions financières. C'est ainsi que dans les pays en développement, les disparités entre les hommes et les femmes sont de 6%, et à l'échelle mondiale, elles sont à 4% », a précisé Mme Mvondo.

Après l'intervention de Mme Mvondo, les participants ont pu poser des questions et recevoir des réponses détaillées. Pour conclure, la conseillère régionale a encouragé les médias à maintenir la pression sur les décideurs politiques afin de garantir la mise en œuvre et le suivi des lois et règlements en faveur de l'autonomisation de la femme.

Megan Valère SOSSOU

Nigéria – Cameroun: la préservation du plateau du Mont Mandara au cœur d'un atelier à Abuja

La capitale nigériane, Abuja, a abrité du 8 au 10 juillet 2024 l'atelier régional de validation des résultats de l'étude sur la plateforme fonctionnelle des écosystèmes du plateau du Mont Mandara. À la fin de cette rencontre, des recommandations pertinentes ont été formulées pour une meilleure gestion de cet écosystème partagé entre le Nigeria et le Cameroun.



M. Adeyinka Adenopo, directeur de la planification des ressources en eau et des services d'appui technique du ministère en charge de l'eau de la République fédérale du Nigeria, a participé activement à cet atelier. À pas feutrés, le Projet NB-ITTAS travaille pour améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles du Bassin du Niger et du système aquifère d'Iullemeden – Taoudéni/Tanezrouft. L'atelier régional de validation des résultats de l'étude sur la plateforme fonctionnelle des écosystèmes du plateau du Mont Mandara en est une belle illustration.

Au cours des trois jours de cet atelier, les participants ont apprécié, grâce à une série de communications, les documents portant sur le projet pilote, le programme de renforcement des capacités et le système de surveillance des écosystèmes du plateau du Mont Mandara. Les travaux de groupe qui ont succédé aux communications ont permis aux participants d'enrichir ces

différents documents en tenant compte de deux aspects : le budget disponible pour la mise en œuvre des activités retenues et leur délai d'exécution, qui doit s'arrimer à la période restante pour la mise en œuvre du projet NB-ITTAS. Sur ces deux fondements, les participants ont identifié les activités les plus pertinentes du projet pilote de démonstration à exécuter dans le délai imparti par le projet.

L'atelier s'est aussi penché sur le programme de renforcement des capacités organisationnelles et techniques des bénéficiaires du projet pour sa mise en œuvre efficace. Le mécanisme du système de surveillance conjointe en appui aux structures de gouvernance a également été discuté. Il s'agissait d'identifier les indicateurs prioritaires et communs de surveillance des écosystèmes du plateau du Mont Mandara au Cameroun et au Nigeria.

Les recommandations formulées

À l'endroit de toutes les parties prenantes :

- Veiller à remplir le mandat en exécutant le projet dans les délais impartis. En cas de non-respect des délais d'ici la fin de l'année, inviter les bailleurs à accorder une rallonge de temps pour la fin du projet.

À l'endroit de l'ABN/NB-ITTAS :

- Développer un module de renforcement des capacités des acteurs sur le modèle/protocole de collecte et de traitement des données liées aux indicateurs retenus.

- Définir clairement le mécanisme de mise à disposition des fonds pour la réalisation des activités sur le terrain.

À l'endroit du Consultant :

- Intégrer un cadre solide de suivi et d'évaluation incluant à la fois des métriques quantitatives et qualitatives dans le mécanisme de surveillance conjointe des Monts Mandara.

- Consacrer une partie du contexte et de la justification pour souligner l'aspect de l'insécurité dans les Monts Mandara.
- Ajouter des indicateurs relatifs à la gestion des conflits, au renforcement des capacités institutionnelles et à la santé environnementale.

À l'endroit des États :

- Adopter de commun accord un protocole harmonisé de collecte des données et de traitement des indicateurs de surveillance conjointe.
- Renforcer les mesures de lutte anti-braconnage.
- Harmoniser les textes juridiques entre le Cameroun et le Nigeria pour une meilleure surveillance.
- Poursuivre la mise en œuvre des projets pilotes avec les mêmes ONG ayant donné satisfaction au regard des expériences de terrain déjà acquises.

Cet atelier représente une étape cruciale pour renforcer la collaboration et la gouvernance environnementale dans la région, en intégrant des technologies innovantes et en développant des capacités locales pour une gestion durable des ressources naturelles.

Cellule communication Projet NB-ITTAS

Les Zemidjan du parc Camp Marié de Cotonou s'engagent

contre la pollution plastique

Au petit matin du samedi 13 Juillet 2024, le parc Camp Marié de Cotonou a réuni zémidjan et jeunes épris de la protection de l'environnement pour une scène peu commune mais inspirante. En effet, les zemidjan, célèbres conducteurs de motos-taxis de la ville, se sont mobilisés pour une cause écologique dans le cadre du projet Kèkènon Ekolo. Cette initiative vise à lutter contre la pollution plastique et à sensibiliser la population à l'importance de préserver notre environnement.



Les zemidjan, reconnaissables à leurs vestes jaunes, étaient munis de gants et de sacs-poubelles, arpentant les rues et les espaces verts pour ramasser les déchets plastiques. Leurs efforts ont permis de débarrasser les zones ciblées de nombreux déchets, envoyant un message fort sur l'importance de maintenir notre environnement propre.

Sensibilisation des riverains et ramassage de déchets plastiques avec les Zemidjan

Outre le ramassage des déchets, les zemidjan ont également donné de la voix pour la sensibilisation des populations environnantes. À chaque arrêt, ils informaient les passants sur les dangers de la pollution plastique et les encourageaient à adopter des comportements plus responsables.

« Voir les zemidjan ramasser les déchets et sensibiliser les populations était formidable et transmet un message fort », a déclaré Anas Seko, le responsables du projet. « Cela montre que chacun, à son niveau, peut contribuer à la protection de notre environnement. »

Distribution de poubelles portatives aux Zemidjan

En plus des actions de ramassage et de sensibilisation, des poubelles portatives ont été distribuées aux zemidjan. Désormais, ces petites poubelles seront à disposition des conducteurs de motos-taxis dans toute la ville de Cotonou. Cette initiative vise à éviter que les déchets plastiques ne se retrouvent dans la nature durant l'exercice de leur métier et à sensibiliser leurs clients.

Pour rappel, le projet Kèkènon Ekolo depuis son lancement officiel le 13 avril 2024, ambitionne de faire des zemidjan des ambassadeurs du message écologique. Le projet Kèkènon Ekolo ne s'arrête pas là. Les organisateurs ont prévu des actions régulières pour maintenir cette dynamique et étendre la sensibilisation à d'autres quartiers de la ville. Les zemidjan sont déterminés à continuer leur mission d'écocitoyens et à inspirer d'autres initiatives similaires.

Megan Valère SOSSOU

Projet **PLAGE SANS DÉCHETS** : L'ONG **Citoyens Volontaires** s'engage pour la protection des écosystèmes marins.

L'ONG Citoyens Volontaires a officiellement lancé son projet « PLAGE SANS DÉCHETS », une initiative visant à préserver les écosystèmes marins fragiles tout en promouvant des comportements durables parmi les usagers de la plage. Pour y arriver, l'organisation a sonné une mobilisation des jeunes passionnés de la protection de l'environnement, le 7 juillet 2024 à la Plage Erevan.



Photo de famille

Le projet **PLAGE SANS DÉCHETS** se distingue par ses actions concrètes. Dès les premières heures de la matinée, des dizaines de jeunes bénévoles, armés de gants et de sacs-

poubelles, ont parcouru la plage de Bamboo Numerik jusqu'à Dream Beach, ramassant méticuleusement les déchets plastiques jonchant le sable.

« Nous voulons montrer l'exemple et encourager chacun à prendre part à cette mission de protection de notre plage », a déclaré Warissath DOSSOU, Chargée de Projet de l'ONG Citoyens Volontaires.

Sensibilisation et pré-collecte au cœur du projet

L'un des axes majeurs du projet est la sensibilisation des usagers de la plage. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées tout au long de la journée, avec des bénévoles expliquant aux visiteurs l'importance de réduire leur utilisation de plastique et de jeter leurs déchets dans les poubelles prévues à cet effet.

Parallèlement, l'ONG a renforcé la pré-collecte des déchets en installant 50 poubelles en osier tout au long de la plage. Cette initiative vise à offrir des solutions pratiques pour encourager les gestes écoresponsables.

L'engagement des participants ne s'est pas limité à cette journée de lancement. Quelques jours plus tard, le 13 juillet 2024, les organisateurs sont retournés sur la plage pour disposer stratégiquement 30 poubelles supplémentaires. « Nous avons choisi des emplacements clés pour maximiser l'impact de ces poubelles », a laissé entendre Warissath DOSSOU.

Un engagement continu pour la propreté de la plage

De plus, un rendez-vous hebdomadaire a été instauré : chaque week-end, les bénévoles se retrouveront à la plage pour continuer les actions de sensibilisation et de nettoyage. Cette régularité est cruciale pour ancrer les bonnes pratiques et maintenir la plage propre.

Le Projet PLAGES SANS DÉCHETS illustre parfaitement

l'importance de l'implication citoyenne dans la lutte contre la pollution plastique au Bénin. Il appelle chaque usager de la plage à adopter des comportements plus responsables et à contribuer à la protection des écosystèmes marins.

Megan Valère SOSSOU

L'ONG JVE Bénin partage de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques avec les jeunes à Athiémè et à Grand-Popo

Les 26 juin et 2 juillet 2024, l'ONG JVE Bénin a organisé des conférences thématiques publiques à Athiémè et Grand-Popo dans le cadre du programme BENKADI. Ces événements visaient à sensibiliser les communautés locales aux bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les jeunes.



Photo de famille conférence thématique Athiémè

À Athiémè, la conférence a réuni 70 participants, dont 26 jeunes et 22 femmes. Les panélistes, BAWA Amadou (point focal PASCIB), TOFFA Marie (trésorière de l'UCCPMA), et AIKPE Chantal (vice-présidente du comité de pilotage des initiatives de la plateforme multi-acteurs), modérés par SOUROU Christophe, ont partagé des exemples concrets de bonnes pratiques d'adaptation et discuté des défis et des impacts positifs sur les communautés locales.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont permis d'explorer les leçons apprises et de proposer des améliorations aux pratiques existantes.

La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite. Les échanges ont porté sur la possibilité d'adapter ces pratiques à d'autres contextes, élargissant ainsi leur impact potentiel.

Pour BAWA Amadou, panéliste à Athiémè, « Les discussions et les échanges ont été très enrichissants. Les recommandations partagées aujourd'hui aideront nos communautés à mieux s'adapter aux défis climatiques. »

DJIHOKIN Victorine, bénéficiaire à Athiémè : « Les informations et les bonnes pratiques présentées m'ont donné des idées pratiques pour améliorer la résilience de ma communauté. »

À Grand-Popo, dans l'arrondissement de Djanglanmey, la conférence a attiré 55 participants, dont 35 jeunes et 15 femmes. Le panel, composé d'AVOSSE Barnabé (Chef d'arrondissement d'Adjaha), TOUMATOU Benjamin (représentant du Chef d'arrondissement Gbéhoué), et DEGBEFFANA Constantine (sociologue), sous la modération de KPATCHA Richard Chef d'arrondissement de Djanglanmey, a discuté des bonnes pratiques d'adaptation, leurs impacts, et les défis rencontrés.

KPATCHA Richard, en tant que chef d'arrondissement et modérateur de la conférence, a joué un rôle crucial dans la dynamique de la session à Djanglanmey. Il a facilité les discussions interactives qui ont permis de mettre en lumière les meilleures pratiques d'adaptation et d'inspirer les jeunes participants à s'impliquer activement dans la protection de leur environnement.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques d'adaptation tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont offert une exploration des leçons apprises et des propositions d'amélioration des pratiques existantes. La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite.

« La mobilisation des jeunes et des femmes à cette conférence est un signe positif que notre communauté est prête à adopter des mesures durables pour faire face aux changements climatiques. » a déclaré KPATCHA Richard, modérateur à Grand-Popo.

Quant à ASSOGBA Edith, participante à Grand-Popo : La conférence l'a permis de découvrir les actions concrètes qu'elle peut entreprendre pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Rappelons que les conférences ont renforcé les capacités locales des jeunes en les fournissant des outils concrets pour faire face aux défis climatiques.

Adaptation aux changements climatiques : les Femmes et les Jeunes d'Athiémè et de Grand-Popo sensibilisés

Dans le cadre du programme BENKADI, l'ONG JVE Bénin a orchestré les 13 et 14 juin 2024 des ateliers à Athiémè et Grand-Popo. Ces ateliers avaient pour objectif de renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture et miniers. Les thématiques clés abordées étaient le maraîchage écologique, la production de compost à partir de produits locaux et l'exploitation de sable lagunaire, le tout dans le contexte des défis posés par les changements climatiques.



Fabrication de compost

À Athiémè, une trentaine de participants, ont bénéficié de cet atelier. Dans un premier temps, les participants ont eu l'opportunité de visiter un site d'exploitation de sable lagunaire. Cette visite a permis aux participants non seulement d'observer les pratiques d'exploitation et de comprendre l'importance des mesures de restauration écologique mais aussi de se familiariser avec les réglementations environnementales. *« La visite nous a ouvert les yeux sur les impacts environnementaux de l'exploitation du sable. Nous avons appris comment minimiser ces impacts tout en respectant les réglementations en vigueur. »* a témoigné ADANKANHOUNDE Agath.

Dans un second temps, l'accent a été mis sur le maraîchage écologique et la production de compost à partir de la jacinthe d'eau, une plante invasive du lac Djetoè. 18 participantes, principalement des femmes et des jeunes filles, ont acquis des

compétences précieuses pour optimiser la fertilisation de leurs cultures maraîchères de manière durable. KOKOU Hugnette est l'une des participantes, elle a est satisfaite : « *Cette formation m'a appris à transformer une menace environnementale en une ressource précieuse pour nos cultures. C'est une véritable révolution pour notre communauté.* »

À Grand-Popo, bien que la visite de site d'exploitation de sable n'ait pas été possible, la formation sur le maraîchage écologique et la production de compost a été reproduite avec succès. Elle a mobilisé 30 femmes et jeunes filles, issues d'associations locales. Elles ont toutes participé activement aux sessions de formation, démontrant leur engagement à adopter des pratiques agricoles durables. C'est le cas de DAVITO Rachelle. Elle témoigne : « *Ces ateliers nous ont permis d'acquérir des compétences essentielles pour améliorer nos pratiques agricoles tout en respectant l'environnement. Nous sommes prêtes à appliquer ces nouvelles méthodes dans nos communautés.* »

Retenons que, ces ateliers conduits par l'ONG JVE Bénin à travers le programme BENKADI, ont atteint leur objectif en renforçant les capacités des participants dans les domaines clés de l'agriculture et des mines. Les compétences pratiques acquises sur l'exploitation de sable lagunaire, le maraîchage écologique et la production de compost à base de produits locaux sont essentielles pour favoriser la durabilité des pratiques agricoles et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse prépare la digitalisation de ses services

Du mercredi 03 au vendredi 05 juillet 2024, s'est tenu à JECO Hôtel de Dassa-Zoumè, un atelier préparatoire à la digitalisation des services fournis par la Direction générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC). Organisé conjointement par la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT) et la DGEFC, avec l'appui d'ENABEL à travers le Programme d'appui au secteur (para) portuaire (PASPort), cet atelier s'inscrit dans le cadre du vaste programme de dématérialisation des actes et services aux usagers initié par le Gouvernement du Bénin.



Echange en plénière

L'objectif de cet atelier est de recenser tous les services offerts par la DGEFC aux usagers, de les inscrire sur le Catalogue des Solutions Interopérables (CatIS) et d'établir la liste des services prioritaires à digitaliser selon un plan d'action bien précis pour le sous-secteur des eaux, forêts et chasse. Ce processus vise à rationaliser les procédures de traitement des dossiers dans les services publics de l'État et à rendre l'information plus accessible aux usagers. En dehors du Directeur Général et de son Cabinet, toutes les Directions techniques et les Inspections forestières prennent part à cet atelier stratégique.

En l'absence du Conseiller technique aux Réformes, Monsieur Sévérin NSIA, et du Conseiller technique au Développement Durable, Monsieur Constant HOUNDENOU, tous deux empêchés à l'ouverture, il est revenu au Directeur des Systèmes d'Information de procéder au lancement des travaux de

l'atelier.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Abdou-Aziz SOBABE ALI TAHIROU, le DSI du MCVT, a exprimé sa gratitude envers le projet PASPort/Enabel pour son appui diversifié aux structures du MCVT, et en particulier pour son soutien dans cette initiative de dématérialisation des services de la DGEFC. Au-delà de l'organisation de cet atelier, le projet PASPort a marqué son accord pour le financement des e-Services à mettre en place au profit de la DGEFC.

Dans les prochains mois, ce sera le tour de la Direction des Affaires Portuaires, Maritimes et Fluvio-lagunaires (DAPMF) de bénéficier de ce même type d'appui. C'est le lieu de remercier le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable, Monsieur José TONATO dont les orientations sont à l'origine de la transformation digitale en cours au sein du MCVT.

Communication MCVT

Benkadi au Bénin: L'ONG JVE Bénin renforce les capacités des jeunes et des femmes de Grand-Popo et d'Athiémè

Les 11 et 12 juin 2024, les communes de Grand-Popo et d'Athiémè ont accueilli des ateliers de renforcement des capacités axés sur les stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, le lobbying et le plaidoyer. Ces événements, organisés dans le cadre du

programme BENKADI par l'ONG JVE Bénin, ont rassemblé des acteurs clés, notamment du secteur privé, avec un accent particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes.

À Grand-Popo, l'atelier s'est tenu dans la salle de l'arrondissement, inauguré par Madame YEBE H. B. Cyrillia, secrétaire exécutive de la mairie. L'atelier a réuni 17 participants, dont 6 femmes (35%) et 11 jeunes (65%). Sous la direction de M. AVOCE Yves, les participants ont exploré des modules visant à maximiser l'utilisation durable des ressources naturelles. Les discussions ont été riches et fructueuses, avec des échanges d'idées et de solutions pour relever les défis climatiques locaux. Les travaux de groupes et les plénières ont permis de révéler des bonnes pratiques locales d'AbE et des propositions concrètes d'initiatives d'AbE à mettre en œuvre au niveau communal.

Pour marquer l'engagement des acteurs communaux formés pour la mise en œuvre et le suivi d'initiatives d'AbE au niveau communal, une Plateforme Locale Multi-Acteurs de soutien aux initiatives d'AbE (PLMA-AbE) a été mise en place, accompagnée d'une charte qui guidera les actions de la plateforme. Un comité de pilotage inclusif, intégrant femmes et jeunes, a également été créé pour coordonner et superviser les actions de la PLMA-AbE.

À Athiémè, l'atelier a eu lieu à l'arrondissement, réunissant 17 participants, dont 7 femmes (41%) et 13 jeunes (76%). Sous la direction de M. KAKPO Jules Mozert, les participants ont également exploré des modules pour une utilisation durable des ressources naturelles. Les échanges ont permis de partager des expériences et de développer des solutions adaptées aux réalités locales.

Une PLMA-AbE a également été mise en place à Athiémè avec une charte et un comité de pilotage inclusif pour superviser les initiatives.

Pour Émilienne AYATE l'une des participantes et trésorière du comité mis en place, l'atelier a permis de mieux comprendre les enjeux climatiques et de découvrir des stratégies efficaces pour y faire face. Tout comme Emilienne, Josué SOSSAMINOU, participant, affirme que : « Les sessions sur le lobbying et le plaidoyer étaient particulièrement instructives. Nous avons maintenant les outils nécessaires pour influencer positivement les politiques locales en faveur de l'environnement. »

A Athiémé, Chantal ÉliAIKPE, participante et nommée vice-présidente du comité de pilotage de la plateforme : « Cet atelier a été une opportunité unique pour nous de mieux comprendre et d'adopter des pratiques durables. La création de la plateforme nous permet désormais de coordonner nos actions et de suivre les progrès de manière structurée. »

Les ateliers ont renforcé les compétences des participants, et ont permis de jeter les bases d'une coopération durable dans la lutte contre les impacts du changement climatique.

Megan Valère SOSSOU

Des insuffisances rénales chroniques seraient liées au réchauffement climatique

[Une étude récente](#) menée au Brésil révèle une corrélation inquiétante entre l'insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée et l'exposition à des températures extrêmes. Cette maladie, qui affecte de nombreuses régions tropicales, pourrait être un symptôme du réchauffement climatique mondial.



Climat et Santé

Identifiée pour la première fois dans les années 1990 en Amérique du Sud, au Sri Lanka et en Inde, cette affection mystérieuse a été nommée « insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée » en raison de la difficulté à en déterminer la cause précise. Selon un rapport de Le Temps, certains scientifiques ont avancé l'hypothèse d'un lien avec le réchauffement climatique.

Cette hypothèse se voit aujourd'hui renforcée par une nouvelle étude publiée dans *The Lancet Regional Health Americas*. L'étude analyse les admissions à l'hôpital entre 2000 et 2015 dans 1 816 villes brésiliennes. Sur 2 726 886 hospitalisations pour des maladies rénales durant cette période, plus de 202 000 cas seraient attribuables au réchauffement climatique.

Progression des hospitalisations

« Chaque hausse mondiale de 1 °C des températures ambiantes semble provoquer une augmentation correspondante des

hospitalisations liées à cette nouvelle affection dans les régions tropicales », rapporte Le Temps. Le phénomène a été initialement observé au début des années 2000 au Salvador, au Sri Lanka et en Inde. Les personnes touchées n'ont pas de facteurs de risque connus, mais partagent un point commun : elles travaillent en plein air dans des régions où les températures moyennes ont fortement augmenté au cours des cinquante dernières années.

L'équipe de chercheurs brésiliens conclut que « l'exposition répétée à des températures extrêmes peut causer, par déshydratation, des épisodes d'insuffisance rénale aiguë susceptibles de provoquer à leur tour l'apparition d'une maladie chronique ».

Cependant, une autre hypothèse est également envisagée par certains scientifiques : la contamination de l'eau par un polluant. « L'hypothèse d'un double effet causal n'est donc pas exclue », souligne le quotidien suisse.

Impacts dans les pays tempérés

Les épisodes d'insuffisance rénale aiguë liés au climat pourraient également toucher les pays aux climats plus tempérés. Pierre-Yves Martin, professeur honoraire à la faculté de médecine de l'université de Genève, rappelle que lors de la canicule de 2003, des études ont démontré une augmentation de 27 % du nombre de personnes nécessitant temporairement des dialyses.

Ces découvertes soulignent l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique et de trouver des solutions pour protéger les populations les plus vulnérables, particulièrement dans les régions tropicales où les températures continuent de grimper.

Megan Valère SOSSOU

Dr. Ibrahima Socé Fall : Le meilleur choix pour la Direction Régionale de l'OMS pour l'Afrique

Dr. Ibrahima Socé Fall est candidat au poste de Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Une candidature soutenue par la République du Sénégal et l'Union Africaine. Reconnu pour son expertise et son dévouement en matière de santé publique, Dr. Fall est le candidat idéal pour conduire l'Afrique vers une ère de prospérité sanitaire.



Dr Ibrahima Socé Fall

Dr. Fall propose un programme ambitieux centré sur la promotion et la protection de la santé pour tous les Africains. Il envisage une OMS régionale qui soit à la fois compétente et crédible, capable de relever les défis sanitaires tout en saisissant les opportunités de prospérité. Sa vision est claire : établir des systèmes de santé résilients, centrés sur la personne, où l'innovation et la collaboration sont les moteurs principaux.

Fort de son expérience étendue, allant de la pratique médicale en zone rurale à la définition des politiques de santé mondiales, Dr. Fall s'engage à promouvoir des systèmes de santé adaptables et résilients. Il mise sur le leadership des États membres, la bonne gouvernance et la coopération avec des

partenaires locaux et internationaux pour libérer le potentiel de la population africaine, en particulier des jeunes.

Dr. Fall croit fermement en une approche de santé pour tous et tous pour la santé. Sa vision d'une Afrique plus saine, plus prospère et plus souveraine est alignée avec les objectifs de l'OMS de garantir une couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaires de qualité. Il promet un soutien indéfectible aux États membres pour fournir des soins de santé de qualité à tous les citoyens, assurant ainsi le bien-être et la prospérité pour tous.

Avec une carrière marquée par des impacts tangibles et une transparence totale, Dr. Fall est prêt à diriger l'OMS Afrique vers un avenir brillant. Son engagement à bâtir une organisation diverse, inclusive et performante en fait le meilleur choix pour ce poste crucial.

Retrouvez son programme [ici](#)

Megan Valère SOSSOU



Voici en résumé le parcours de Dr Ibrahima Socé Fall

Dr. Ibrahima Socé Fall est un expert en santé publique et épidémiologie, avec une carrière remarquable dans la gestion des urgences sanitaires et des maladies tropicales négligées (MTN). Actuellement, il occupe le poste de directeur du programme mondial de lutte contre les MTN à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis décembre 2022. Avant cela, il a été directeur général adjoint de l'OMS pour les interventions d'urgence au niveau du secrétariat général adjoint des Nations unies de mars 2019 à décembre 2022.

Auparavant, Dr. Fall a dirigé la sécurité sanitaire et les urgences pour la région Afrique de l'OMS d'avril 2015 à mars 2019. Il a également servi comme représentant de l'OMS au Mali de novembre 2012 à avril 2015, période durant laquelle il a

dirigé la mission Ebola des Nations unies au Mali entre novembre 2014 et avril 2015. Entre février 2007 et novembre 2012, il a été conseiller régional pour la planification stratégique du paludisme dans la région Afrique de l'OMS et a coordonné l'équipe inter-pays de lutte contre le paludisme pour la région Afrique de l'OMS de janvier 2004 à février 2007.

Dr. Fall a également enseigné en tant que maître de conférences à la Faculté de santé publique de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar de janvier 2001 à 2004. Il a occupé plusieurs postes importants au Sénégal, notamment chef de la division de planification et de contrôle au ministère de la Défense de janvier 2001 à décembre 2003, directeur général de l'hôpital Elisabeth Diouf à Diamniadio de 1997 à 2001, et médecin-chef du district de Podor de 1995 à 1997.

Ses contributions ont été reconnues par de nombreuses distinctions, telles que le prix d'excellence du directeur général de l'OMS en 2017 et 2022, le titre de Commandant de l'Ordre national du Lion au Sénégal en 2023, et celui d'Officier de l'Ordre national du Mali en 2015. Il a été élu membre du Collège royal des médecins au Royaume-Uni avec distinction en 2017 et a reçu le prix des « héros africains » de l'Université de l'Ohio en 2017.

Dr. Fall détient plusieurs diplômes prestigieux, dont un doctorat en épidémiologie et santé internationale de l'Université de Tulane et de l'Université Cheikh Anta Diop en 2015, ainsi qu'un master en développement durable de l'Université de Tulane en 2003. Il est également titulaire d'un master en santé publique de l'Université Cheikh Anta Diop en 1999 et a obtenu un diplôme en médecine tropicale et épidémiologie de l'Université d'Aix-Marseille en 1995. Son parcours académique et professionnel témoigne de son engagement et de son expertise dans le domaine de la santé publique et de l'épidémiologie.



Dr Fall

Agroécologie au Bénin : 125

Jeunes et femmes formés par Youth Initiative for Land in Africa – Yilaa

Le 1er juillet 2024, le Centre IITA d'Abomey-Calavi a accueilli un atelier de formation, organisé par Youth Initiative for Land in Africa (Yilaa). Une initiative effective grâce à la collaboration avec la Climate and Clean Air Coalition (CCAC) du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEP). Elle vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques parmi les jeunes et les femmes au Bénin avec l'objectif de réduire les polluants de courte durée de vie dans la production du maïs et du riz.



Vue d'ensemble des participants

L'atelier a rassemblé 125 participants, constitués de jeunes agriculteurs et des femmes, désireux d'adopter des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Pour Innocent

Antoine Houedji, coordonnateur de Yilaa, les jeunes et les femmes constituent une grosse opportunité pour le continent et en particulier pour le Bénin. C'est pourquoi soutient-il, cette formation offre des outils et des pratiques agricoles utiles afin de produire une agriculture respectant les normes agroécologiques.

Au menu de cette formation plusieurs sessions de formation axées sur l'enseignement et la démonstration de techniques agroécologiques adaptées aux cultures de maïs et de riz. Il s'est agi de la gestion intégrée des ravageurs, de l'utilisation efficace des ressources en eau et de l'amélioration de la fertilité des sols par des méthodes biologiques. Les participants ont bénéficié des conseils d'experts en agriculture durable, renforçant ainsi leurs compétences et leur capacité à appliquer ces pratiques dans leurs propres exploitations.

L'initiative de Yilaa ne se limite pas à l'amélioration des rendements agricoles, mais vise également à réduire l'empreinte environnementale de l'agriculture au Bénin. En effet, en promouvant des pratiques telles que la rotation des cultures, le compostage et l'utilisation de semences résilientes, Yilaa cherche à établir un modèle agricole durable pour la région. « En adoptant les technologies agroécologiques, nous ne nous contentons pas de préserver notre environnement, mais nous posons les bases d'une agriculture durable. » a souligné, Edmonde Fonton, députée à l'Assemblée Nationale présente à l'événement.

Convaincus de l'impact concret de cette initiative, les participants se réjouissent et ont confié appliquer immédiatement les connaissances acquises.

Grâce à cette formation 125 jeunes et femmes ont vu leur capacité renforcé en matière d'agroécologie et économie circulaire. Yilaa et ses partenaires prévoient de continuer à soutenir l'engagement des jeunes et des femmes en fournissant

un accompagnement continu et en élargissant l'accès aux pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : Des associations de femmes outillées pour une agriculture durable par SOS SAVANE-ONG

Dans le cadre du programme BENKADI, le partenaire local de mise en œuvre SOS SAVANE-ONG avec l'appui de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB), a mené une série d'activités du 10 au 15 juin 2024 dans les communes de Karimama et Malanville, département de l'Alibori. Ces activités visaient à renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture (maraîchage écologique, production de compost à base de produit locaux) et miniers (exploitation de sable lagunaire) dans les communes de Karimama et de Malanville.

Les ateliers, organisés sur les sites de maraîchage des associations de femmes à Guéné, Karimama centre et Kargui, ont permis de combiner théorie et pratique pour une meilleure appropriation des techniques enseignées. Les femmes, cibles prioritaires de ces sessions, ont appris des méthodes de production de compost à base de produits locaux et des techniques de maraîchage écologique. Ces pratiques visent à augmenter les revenus des femmes tout en réduisant la pression

sur les ressources naturelles.

Des ateliers pratiques d'initiation aux biopesticides

Pour réduire l'usage des pesticides chimiques, les participantes ont été initiées à la production et à l'utilisation de biopesticides à base de feuilles de neem. Elles ont également partagé et enrichi ces connaissances avec des techniques locales, telles que l'utilisation de biopesticides à partir de cendre, de savon neutre Palmida, et de feuilles de papayer. Ces méthodes contribuent à la promotion d'un maraîchage respectueux de l'environnement.

Appui en micro-équipements aux associations de femmes

Pour soutenir la mise en œuvre des techniques de maraîchage écologique, SOS SAVANE-ONG, avec l'appui technique et financier du programme BENKADI, a distribué des micro-équipements aux associations de femmes. Ces équipements, comprenant arrosoirs, râteliers, pelles, houes, sarcleuses, coupe-coupes, et autres outils, faciliteront les activités agricoles des bénéficiaires.

Satisfaction des bénéficiaires

Les ateliers ont été accueillis avec enthousiasme par les participantes venues de diverses localités, notamment de Gorou-béri et Torozougou à Karimama, ainsi que de Guéné à Malanville. Aissatou BASSANDA de l'association Matcharassé à Kargui se réjouit des connaissances acquises au cours des séances de renforcement de capacités. Elle promet d'appliquer les techniques et de les répandre à sa communauté.

Afoussa Ousmane, membre de l'association Gorobani de la commune de Karimama, exprime sa gratitude envers tous les acteurs du programme BENKADI. Selon elle, ce programme a permis de découvrir de nouvelles stratégies d'adaptation aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux.

À l'instar d'Afoussa et d'Aissatou, toutes les femmes participantes reconnaissent que ces formations arrivent à point nommé, considérant les défis quotidiens qu'elles rencontrent dans le secteur agricole.

Au total, 30 femmes ont vu leurs compétences renforcées en matière de production et d'utilisation de compost et de biopesticides à partir de matières premières locales et accessibles.

Un pas vers l'adaptation basée sur les écosystèmes

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme BENKADI, qui promeut l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) comme moyen d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. L'approche AbE comprend la restauration de la productivité agricole, la biodiversité des sols, et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Avec ces initiatives, SOS SAVANE-ONG et le programme BENKADI espèrent contribuer à une agriculture plus durable et résiliente dans les communes de Karimama et Malanville, tout en améliorant les conditions de vie des femmes et des jeunes de ces régions.

Megan Valère SOSSOU

Coopération transfrontalière: Vers un renforcement de la gestion coordonnée et

inclusive du parc W

La préservation du Parc W préoccupe profondément l'Autorité du Bassin du Niger (ABN). Un atelier sous-régional s'est tenu du 26 au 28 juin 2024 à Ouagadougou pour valider les résultats de l'étude relative à la plateforme fonctionnelle du Parc. Les travaux de lancement de cet atelier ont eu lieu en présence de plusieurs personnalités, dont les responsables de l'ABN, du Projet NB-ITTAS et des autorités du pays hôte.



Photo de famille de la rencontre

Dans son discours de lancement, Monsieur Sèyivè Didier ZINSOU, Secrétaire Exécutif par intérim de l'ABN, a exprimé son espoir que les travaux en cours à Ouagadougou soutiendront les efforts déployés par le Bénin, le Niger et le Burkina Faso pour la sauvegarde et la préservation de la riche biodiversité du Parc W, actuellement menacée par divers facteurs.

Après la mise en place de la plateforme, des travaux de diagnostic et d'investigation ont été menés, aboutissant à la production de rapports essentiels sur l'écosystème transfrontalier du Parc. Ces rapports mettent en lumière les besoins de renforcement des capacités pour améliorer la

gouvernance et la gestion durable de cet écosystème. Ils proposent également un projet pilote de démonstration pour l'écosystème transfrontalier et un mécanisme commun de surveillance de l'écosystème du Parc W.



Les parties prenantes en session

L'objectif de l'atelier de Ouagadougou est de renforcer la contribution des institutions nationales à la gestion de l'écosystème transfrontalier du Parc W. Monsieur Allomasso TCHOKPONHOUE, Coordonnateur Régional du Projet NB-ITTAS, a expliqué que l'atelier vise à développer un mécanisme de surveillance des écosystèmes basé sur des indicateurs environnementaux et à évaluer ces indicateurs à chaque niveau.

Monsieur Félix SOU, représentant du ministre de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement du Burkina Faso, a exprimé, au nom des trois pays concernés, sa gratitude envers le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et ses agences partenaires, notamment le PNUD et le PNUE, pour leur soutien en faveur du Parc W. Il a souligné que la préservation du Parc constitue une véritable préoccupation pour les États concernés.

Après la validation des documents, la prochaine étape

consistera en la mise en œuvre, dans chaque pays, des structures de gouvernance nécessaires à la gestion durable du Parc W.

Megan Valère SOSSOU

Formulation de la stratégie LT-LEDS du Tchad selon l'article 4.19 de l'Accord de Paris: l'expertise du Dr ATCHADE Assouhan Jonas

Le Tchad s'engage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) avec une stratégie ambitieuse. Un atelier de consultation des parties prenantes s'est tenu à l'hôtel de l'Amitié à N'Djamena du 19 au 20 juin 2024, marquant le lancement du processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement (LT-LEDS) du pays.



Rencontre avec les parties prenantes

Cet atelier visait à informer et former les experts sectoriels et autres participants sur le processus de conception de cet outil crucial pour le développement durable. L'événement a suscité un grand intérêt, tant au niveau national qu'international, pour sa capacité à mobiliser des ressources destinées à la réduction des émissions dans les secteurs clés tels que l'énergie, la foresterie, l'agriculture et les déchets. Il vise également à renforcer la résilience des communautés tchadiennes à l'horizon 2050.

Avec cette initiative, le Tchad devient le premier pays d'Afrique Centrale à mettre en œuvre l'article 4.19 de l'Accord de Paris. Cet article invite les pays signataires à élaborer et soumettre leurs Stratégies de Faible Émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS) au secrétariat de la Convention sur le Climat, tout en tenant compte du principe de responsabilité commune mais différenciée et des circonstances nationales respectives.

Dr. Jonas Assouhan Atchadé, consultant international mandaté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Tchad), a joué un rôle clé dans la planification et l'animation de cet atelier. Il a présenté trois communications majeures portant sur le processus de formulation de la stratégie LT-LEDS, l'intégration du genre dans ce processus,

et la conception d'une feuille de route/méthodologie détaillant la trajectoire à suivre pour aboutir à la stratégie finale.

Cet atelier a été rendu possible grâce aux efforts concertés de l'équipe du PNUD Tchad, principal partenaire technique et financier, et de la coordination nationale qui ont travaillé sans relâche pendant des mois pour assurer sa réalisation.

Le Tchad, par cette initiative, montre l'exemple en Afrique Centrale et réaffirme sa détermination à contribuer activement à la lutte contre le changement climatique, tout en œuvrant pour un développement durable et inclusif de ses communautés.

Megan Valère SOSSOU

Bénin : la plateforme de mobilité, RMobility, lance son service de Voiture de Transport avec Chauffeur

Reconnue et régulièrement utilisée au Bénin comme plateforme de covoiturage, RMobility franchit une nouvelle étape en lançant son service de Voiture de Transport avec Chauffeur (VTC) le vendredi 07 juin à Cotonou.



Une nouvelle ère s'ouvre pour le transport en commun et la mobilité urbaine à Cotonou, capitale économique du Bénin. Après trois ans d'activité en tant qu'application de covoiturage, RMOBILITY étend ses services pour inclure le VTC, avec des opérations débutant ce vendredi.

« Chez RMOBILITY, nous croyons fermement que la mobilité doit être accessible, sécurisée et pratique pour tous. En lançant notre service de VTC, nous visons à offrir une solution de transport plus flexible et plus efficace aux habitants du Bénin. Car, nous avons observé une demande croissante pour des options de transport modernes et fiables, et c'est exactement ce que notre service de VTC apporte », rassure Raynald Ballo, dirigeant de RMOBILITY.

Une flotte de plus d'une cinquantaine de véhicules, identifiés ou non par le logo RMOBILITY, sera disponible pour desservir les habitants de Cotonou et ses environs. Pour ce lancement, des offres exclusives sont proposées, incluant une réduction de 20% et le don d'une carte carburant de 5000 FCFA JNP dès le premier trajet.

Raynald Ballo précise : « Avec nos offres de lancement attractives, nous voulons encourager les utilisateurs à découvrir les avantages uniques de RMobility, tout en soutenant nos conducteurs avec des incitations significatives. Notre objectif est de transformer la manière dont les gens se déplacent, en mettant la technologie au service de leur confort et de leur sécurité. »

Pour accéder à l'application RMobility, il suffit de la télécharger depuis l'App Store, Google Play Store ou AppGallery, de créer un compte avec son numéro de téléphone, de compléter son profil et d'explorer les services de covoiturage, location de véhicule, courses en taxi, billets de bus et d'événements.

Agroécologie et économie circulaire: Plus de 100 jeunes et femmes se réunissent pour un atelier

Le 24 juin 2024, le centre IITA d'Abomey-Calavi accueillera cent vingt-cinq (125) jeunes et femmes du secteur agricole pour un atelier de formation et de sensibilisation sur les pratiques agroécologiques et l'économie circulaire. Cet événement, initié par Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) avec le soutien de Climate and Clean Air Coalition (CCAC) de l'UNEP, vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques pour réduire les polluants climatiques de courte durée de vie dans la production de maïs et de riz.



Le consortium soutenant cette initiative comprend l'association des Paysans du Ghana, Africa Rice, et le Council for Scientific Industrial Research (CSIR). L'objectif principal est de sensibiliser les participants à la réduction des émissions de méthane et de noir de carbone, qui sont des polluants significatifs dans la culture de ces deux produits vivriers essentiels.

Cette première cohorte de formation cible les départements de l'Atlantique, du Littoral, du Mono et du Couffo. Au total, près de cinq cents (500) jeunes à travers tout le Bénin bénéficieront de cette formation. Les participants incluront des membres des organisations paysannes, des groupements de femmes, ainsi que des coopératives et associations de jeunes œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du maïs et du riz.

À la fin de cette journée de formation, les participants devraient être capables d'appliquer sur le terrain des pratiques visant à atténuer les effets des polluants climatiques de courte durée de vie (PCCDV), contribuant ainsi à un secteur agricole plus durable et respectueux de l'environnement.

77e Assemblée Mondiale de la Santé : Le Cerrhud donne des nouvelles de Genève

La 77e Assemblée mondiale de la santé (WHA77), qui se tient Genève du 27 mai au 1er juin présente de grands enjeux. Fulbert Adjimèhossou, représentant le Centre de recherche en reproduction humaine et en démographie (Cerrhud) dévoile quelques points.



Le Cerrhud prend part à WHA77 à Genève. Pourquoi ?

Ce n'est pas la première fois que le Cerrhud participe à l'Assemblée mondiale de la Santé. Nous y étions l'année dernière par le biais du Directeur exécutif, Dr Jean-Paul Dossou. Elle réunit chaque année des délégués de tous les États membres pour convenir des priorités et des objectifs de l'Organisation mondiale de la santé. C'est aussi une tribune pour rendre compte des travaux entrepris dans des domaines définis, évaluer les accomplissements et convenir de stratégies pour combler les lacunes. Cette année, l'Assemblée a pour thème « All for Health, Health for All », c'est-à-dire « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tous ».

Comme vous le savez, la quasi-totalité des projets de recherche et d'intervention mis en œuvre par le Cerrhud visent l'accès de tous à la santé. C'est le cas du projet Health for All (H4A), une initiative multipartite qui réunit plusieurs structures au Bénin et en Belgique. L'objectif est d'améliorer l'utilisation des services de santé maternelle et néonatale de qualité dans le département du Borgou, en particulier dans deux zones (Parakou-N'Dali et Tchaourou) ainsi que dans les communes de Porto-Novo et d'Abomey-Calavi.

Vous y étiez déjà deux jours avant le démarrage. Quelle est l'ambiance à Genève ?

Effectivement, nous avons fait le déplacement quelques jours plus tôt pour participer à des activités de la société civile et être présents à l'événement « Walk the Talk ». Cette activité, à laquelle nous avons pris part le 26 mai 2024, a réuni 8000 participants qui ont couru, marché ou se sont déplacés en fauteuil roulant sur des parcours de 3 km et de 4,2 km. Dans cette vague bleue, nous étions là pour échanger, établir et renforcer des partenariats. Collaborer avec les acteurs de la santé mondiale est crucial pour amplifier l'impact de nos travaux et explorer de nouvelles avenues de recherche et de développement. Déjà le samedi, nous avons

assisté à une rencontre de la société civile pour réfléchir sur des questions fondamentales.

Les échanges ont eu lieu autour du thème : « World in flames : civil society lost in the impotence of international law ». Avec le démarrage de l'Assemblée mondiale de la santé, nous avons poursuivi dans la même dynamique. Je peux vous assurer que l'enthousiasme et l'engagement des participants étaient palpables, avec une volonté d'avoir des décisions fortes de promouvoir la santé et le bien-être pour tous.

La WHA77 prend fin ce samedi. À quoi devra-t-on s'attendre ?

À Genève, se dessine l'avenir de la santé mondiale. Il y a eu des progrès ces dernières années dans l'élaboration d'un accord sur les pandémies et dans le renforcement du Règlement sanitaire international (RSI (2005)). Les délégués travaillent à faire avancer ces deux processus qui visent à préparer les pays à faire face aux futures menaces pandémiques. Il y a une volonté de faire des pas en avant. Nous avons besoin d'un accord mondial sur les pandémies, fondé sur les principes d'équité, de souveraineté, de prévention, de préparation et de riposte, pour protéger les générations futures contre les pandémies qui ne manqueront pas de se produire. Il nous faut aussi ce Règlement sanitaire international renforcé pour assurer la sécurité sanitaire mondiale.

L'Assemblée se poursuit avec des travaux en commission. Une table ronde stratégique est prévue ce vendredi sur la résistance aux antimicrobiens. Cependant, les accords seuls ne suffisent pas à créer un changement. Pour continuer à être le gardien de la rigueur scientifique en matière de santé et être efficace dans l'assistance et l'orientation des pays, l'OMS a besoin de ressources suffisantes, surtout dans un contexte de préoccupations climatiques croissantes, de menaces pandémiques et de géopolitique de plus en plus turbulente.

Il y a aussi un besoin de cycle d'investissement durable

capable d'aider à prévenir les maladies, à élargir l'accès aux soins de santé et à coordonner la réponse mondiale à un nombre croissant d'urgences sanitaires causées par la guerre, les épidémies et les catastrophes naturelles. Cette même pression est présente au niveau national. Il faut continuer à produire des données probantes pour éclairer les décideurs à tous les niveaux et construire des systèmes de santé résilients. Il faut des données, mais aussi des financements flexibles.

10 ans d'existence: le Centre Africain de Nutrition et de Naturopathie Jean Pliya à l'honneur

Une délégation de l'ACPB a été invitée à la célébration des 10 ans d'existence du centre Canna JP. Cet événement a eu lieu le mardi 14 mai dans les locaux du centre à Godomey.



À cette occasion, plusieurs autorités gouvernementales ont honoré l'événement de leur présence. Pour le parrain de la cérémonie, Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État, se rendre en ce lieu était une manière d'honorer feu Jean Pliya. Il a déclaré : « J'y serai jusqu'à ce qu'on célèbre les 100 ans. Ce centre traite la malnutrition et c'est ce dont souffrent 80 % des Béninois. » Il en a profité pour féliciter Mme Danielle Pliya pour avoir pris soin de ce joyau légué par son défunt père.



Après l'intervention du ministre d'État, plusieurs discours de témoignage ont suivi, dont celui de la représentante du ministre de la Culture, Mme Carole Borna. Elle a rappelé à l'assistance le rôle essentiel que joue ce centre dans la promotion de nos valeurs culturelles et culinaires pour le bien-être de tous. Docteur Josias Sohinto, président du Conseil d'Administration de l'Association des Cliniques Privées du Bénin, a également pris la parole. Il a souligné l'apport de la naturothérapie dans le traitement du corps humain, surtout en matière de prévention des pathologies.



« Nos expériences personnelles nous montrent que la médecine est un tout. L'homme est un tout et l'on ne peut rien négliger quand on veut prendre en charge l'être humain, » a-t-il affirmé. Il a conclu en insistant sur la nécessité d'une approche collaborative entre la médecine allopathique et la médecine naturelle pour une prise en charge optimale des patients dans les structures sanitaires privées.

La cérémonie a également vu la présence de l'ancienne ministre de la Santé, le Professeur Akoko Kindé Gazard, qui a félicité Mme Danielle Pliya pour l'œuvre de son père qu'elle continue de faire prospérer au fil des années. La soirée s'est achevée par une visite du jardin du centre Canna JP et la dégustation d'une collation made in Benin.

Yasmine Da Matha

Climat en Afrique de l'Ouest : Benkadi et Woord End Daad mobilisent les parties prenantes

Dans une initiative conjointe visant à mieux appréhender et répondre aux défis des changements climatiques en Afrique de l'Ouest, le Consortium Benkadi et l'ONG Néerlandaise Woord End Daad organisent depuis hier, jeudi 23 mai 2024, une conférence publique régionale à Cotonou autour du thème: « L'Afrique de l'Ouest face aux défis du Changement climatique : Comprendre pour mieux agir »



Conférence publique régionale

L'objectif principal de cet événement de deux jours est de susciter le dialogue multi-acteurs avec les institutions financières et multilatérales sous régionales autour de la justice et la finance climatique. L'initiative rassemble des représentants des ministères, des experts, des décideurs politiques et des partenaires techniques et financiers des pays concernés.

Aurelien Atidegla, Président du Conseil d'Administration de la PASCIB, a souligné l'importance de cette rencontre : « *Après trois années de mise en œuvre du programme Benkadi, cet évènement vient à point nommé car il révèle la capacité de la société civile à mobiliser toutes les parties prenantes qui œuvrent pour une gouvernance participative indispensable à la promotion d'un développement durable.* »

L'Ambassadeur des Pays-Bas près le Bénin, Joris Jurrens, se réjouit que la conférence ait lieu au lendemain de la journée mondiale de la biodiversité. « *La biodiversité se retrouve parfaitement dans le terme global qui nous réunit ici* », a-t-il déclaré, rappelant que le soutien des Pays-Bas dans la lutte contre les changements climatiques s'inscrit dans le cadre de la coopération pour le développement où la réduction de la pauvreté occupe une place centrale.

Pour le représentant de Woord end Daad, cette conférence est cruciale dans le contexte actuel de crise climatique. Il soutient la nécessité de collaborer avec tous les acteurs à divers niveaux pour relever le défi climatique.



Cérémonie d'inauguration

Martin Pépin Aina, Directeur Général de l'Environnement et du Climat, Ministre du Cadre de Vie et du Développement en charge du transport, a partagé des perspectives alarmantes tirées du rapport Bénin Perspective Économie 2024 de la Banque mondiale : Les projections indiquent une diminution potentielle d'un tiers des rendements agricoles d'ici 2050, en raison des hausses de température et de la diminution des pluies. Les pertes de PIB réel dues aux effets des changements climatiques pourraient passer de 7% à 11% entre 2030 et 2050. « *C'est en anticipant sur toutes ces menaces que le gouvernement du Bénin a clairement affiché sa vision face aux changements climatiques, celle de construire un pays résilient où le développement socioéconomique se fait de manière durable et inclusive* », a-t-il justifié.

Aguemon Dossa, Directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a officiellement ouvert les travaux de la conférence, soulignant l'importance de ces débats enrichissants pour apporter les solutions adéquates au défi climatique.



Vue d'ensemble des participants

Cette conférence de haut niveau, avec six panels au programme, réunit environ une centaine de participants issus des pays d'Afrique de l'Ouest, membres ou non de Benkadi. Elle sert de tribune pour plaider en faveur de mesures concrètes en matière de justice climatique et de financement, avec pour objectif ultime la construction d'un avenir résilient et durable pour la région.

Megan Valère SOSSOU

Campagne en faveur du Droit à la Santé au Bénin : Amnesty International Benin met les

bouchées doubles

Dans le cadre de sa campagne visant à promouvoir le droit à la santé au Bénin, Amnesty International organise un atelier de présentation et d'implication des parties prenantes de la société civile à Grand Popo, du 22 au 24 mai 2024. Cette rencontre réunit des acteurs divers, dont des membres de la société civile, des journalistes, des médecins, des blogueurs et des activistes. L'objectif est de définir, en collaboration avec ces participants, les aspects prioritaires de la campagne et de proposer des stratégies pour assurer son efficacité.



Les participants en salle

Dieu Donné Dagbeto, Directeur Exécutif d'Amnesty International Bénin, a ouvert l'atelier en soulignant l'engagement de l'organisation envers les droits humains. Il a accueilli les participants en déclarant : « Depuis l'année dernière, nous avons commandité une étude dont les conclusions vous seront présentées. Le secrétariat national a décidé de poursuivre ce travail avec vous. Parce que nous n'allons pas inventer la

roue. Nous savons que beaucoup d'organisations travaillent déjà sur la question. Nous avons des acquis. »

Le Directeur Exécutif a précisé que l'atelier de trois jours serait consacré à la réflexion, aux propositions et à la construction de solutions. « Nous espérons que les conclusions de cet atelier permettront de surmonter les obstacles actuels et d'améliorer le droit à la santé au Bénin », a-t-il ajouté.



Cérémonie inaugurale de l'atelier

Dans son allocution d'ouverture officielle de l'atelier, Dr Crespin Soglohoun, représentant l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé, a rappelé l'importance du droit à la santé. « La santé est un droit fondamental inaliénable de chaque être humain. Un droit qui est consacré dans de nombreux traités internationaux, y compris la Déclaration universelle des droits de l'Homme. » Il a encouragé les participants à

partager leurs connaissances et à s'engager activement dans les discussions. « Nous croyons fermement que chaque individu, quelle que soit sa situation économique, a le droit d'accéder à des soins de santé de qualité sans discrimination ni exclusion », a-t-il conclu.

Plusieurs présentations sont au menu de cette rencontre, notamment l'étude sur le droit à la santé en milieu urbain et périurbain en 2023 et le dispositif de sécurité des patients dans les établissements de santé. Les objectifs et les grandes lignes de la campagne ont également été présentés. Les participants, à travers des travaux de groupe, contribuent activement à la conception des outils et techniques nécessaires pour réussir cette campagne, qui sera déployée de manière physique, digitale et sur les médias.

Cet atelier plante le décor pour la campagne d'Amnesty International Bénin en faveur du droit à la santé au Bénin. Cette campagne permettra de sensibiliser le public et de conduire un plaidoyer institutionnel afin de garantir un accès équitable à des soins de santé de qualité pour tous les Béninois.

Megan Valère SOSSOU

**Atelier multi-acteurs sur
l'aire marine protégée de
Donaten : le rapport de**

L'étude diagnostique validé

Du 16 au 17 mai 2024, à l'hôtel Chez Théo à Possotomé dans le Mono, s'est tenu l'atelier de validation du rapport diagnostique de l'étude sur l'aire marine protégée de Donaten. Une activité conduite sous la direction du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) grâce à l'appui du programme Benkadi de la PASCiB au Bénin.



Une vue des participants à l'atelier

Mission accomplie, a déclaré en filigrane le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, à la clôture de l'atelier. L'étude attendue pour l'année dernière est enfin achevée et son rapport validé. Désormais, les regards sont tournés vers l'élaboration du plan d'aménagement des aires marines protégées. Pour le Chef de Projet Benkadi, Monsieur Sagbo Damien Djodjo Kouton, les objectifs assignés à l'atelier

ont été largement atteints, et il félicite les participants.

Selon le Secrétaire Permanent de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), Monsieur Ernest Comlan Pédro, le sujet de la rencontre est d'une importance capitale. Depuis environ quinze ans, la PASCiB œuvre pour la participation inclusive des différentes catégories d'acteurs sur ces questions, remontant aux discussions et à la validation de l'Accord de Busan. Cet accord stipule que pour passer de l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement, les États doivent inclure toutes les catégories d'acteurs dans toute la chaîne de développement, de l'identification et de l'élaboration des stratégies à leur mise en œuvre et suivi-évaluation. Il se réjouit que ce plaidoyer soit une réalité au Bénin, soutenue par le gouvernement actuel, qui suit la dynamique initiée depuis le 13 octobre 2011. En renouvelant le décret favorisant cette inclusion le 22 juin 2022, le gouvernement montre son engagement. La reconnaissance des acteurs est encore renforcée par l'inclusion de cette dynamique dans la loi d'orientation agricole de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN).

Le Secrétaire Permanent de la PASCiB a encouragé les participants à apporter des contributions techniques utiles et a exprimé sa confiance dans la production de résultats de qualité, compte tenu des compétences des participants. La Présidente de l'Association nationale des mareyeurs et mareyeuses du Mono, Madame Catherine Zinsou, a remercié les organisateurs pour l'invitation à cette tâche noble de validation.

Lors de l'ouverture de l'atelier, le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, s'est félicité de l'aboutissement de l'étude diagnostique qui aurait dû s'achever plus tôt. Il a salué l'approche inclusive adoptée depuis 1996 par le secteur forestier et poursuivie pour des études similaires, soulignant que le bonheur des populations

ne peut se faire sans leur participation.

Le DG/CENAGREF a précisé que l'atelier était à la fois hautement scientifique et philosophique, recommandant une analyse rigoureuse des résultats de l'étude qui fournira une cartographie des terroirs riverains. Le CENAGREF, chargé par l'État béninois de gérer les deux aires marines protégées créées par décret en janvier 2022, remercie le projet Benkadi de la PASCiB pour son soutien. Les objectifs de l'atelier étaient d'étudier les résultats, de formuler des observations et de valider les conclusions. De plus, le CENAGREF vise à proposer une vision pour les aires marines et à discuter des options d'aménagement avec le Réseau des Aires Marines Protégées d'Afrique de l'Ouest (RAMPAO), qui a accepté d'accompagner le CENAGREF dans l'élaboration du plan d'aménagement de ces aires marines protégées.

Les participants, invités à donner le meilleur d'eux-mêmes, étaient issus d'organisations non gouvernementales, de structures étatiques, notamment des eaux et forêts, du ministère en charge du cadre de vie, des mairies, de la préfecture maritime, des consultants ayant conduit les études, des experts du programme Benkadi, et d'autres.

Cellule Communication Benkadi